



Pour une Fonction publique au service du progrès social et de l'intérêt général !

Le projet de loi dit de « transformation de la Fonction publique » a été voté par l'Assemblée nationale le 28 mai. Ce projet prévoit plus de précarité, d'inégalités et de flexibilité. Les amendements adoptés ne sont pas de nature à modifier la nature régressive du texte.

Il est un outil de casse généralisée des services publics.

Dans le cadre de la procédure accélérée imposée par le gouvernement, le texte va être examiné et débattu au Sénat à partir du 18 juin jusqu'au 26 ou 27 juin, pour un vote probablement début juillet.

La CGT est résolument engagée dans la bataille, avec les autres organisations qui partagent le même rejet de ce projet. Notre syndicat compte bien poursuivre ce combat, dès maintenant et dans les jours qui viennent. Au quotidien, les personnels voient leurs missions de service public mises à mal, leur travail non reconnu, leurs conditions d'exercice de plus en plus difficiles. Il est urgent de se mobiliser tous et toutes dans nos services pour organiser la riposte et débattre des différentes modalités d'action. Il s'agit d'obtenir le retrait de ce projet de loi et de porter nos revendications pour plus de moyens, plus d'emplois, plus de démocratie, plus d'éga-

lité pour des services publics partout pour tous et toutes !

Notre détermination est d'autant plus intacte qu'Olivier Dussopt vient d'annoncer un « rendez-vous salarial » pour le 2 juillet.

Pas besoin d'être médium pour deviner que les annonces gouvernementales qui seraient faites à cette occasion ne feraient que confirmer les politiques d'austérité avec, en particulier, la poursuite inacceptable du gel de la valeur du point d'indice.

C'est sur la base de ses nombreuses propositions et de sa démarche revendicative que la CGT s'engage aux côtés des personnels à l'élévation du rapport de force, aujourd'hui et demain avec toutes les organisations engagées. La CGT a déposé des préavis de grève sur les trois versants qui couvrent d'ores et déjà toute la période.

La CGT appelle tous ses syndi-cats à organiser des initiatives et des actions avec l'ensemble des personnels :

rassemblements sur site, assemblées générales, interpellations dans leurs circonscriptions des députés, sénateurs, maires et plus largement les élus locaux, rassemblements, débats citoyens, etc.

LA CASSE DU SERVICE PUBLIC, ON N'EN VEUT PAS !



Nice le 24 juin 2019